

# Fuir l'Irak, un exil dans l'impasse

La Journée mondiale des migrants, le 17 janvier, est l'occasion de rappeler le sort des Irakiens depuis 2003. L'intervention de la coalition contre Saddam Hussein a mis le pays à feu et à sang, poussant hors des frontières des centaines de milliers de personnes.

De notre envoyé spécial en Syrie et au Liban.

**L**y a deux ans, le sunnite Hassan est arrivé à Alep, avec sa femme et ses trois enfants. À Bagdad, il avait été emprisonné à Abou Graïb par les Américains sur dénonciation calomnieuse, puis spolié de ses biens, pour finalement être innocenté et relâché au bout de six mois. Son fils a alors été enlevé à la sortie de l'école avec un camarade. Hassan a pu payer une rançon de 25 000 euros. Le père du camarade n'a pas eu cette chance. Le

premier enfant a été sauvé. Le second froidement exécuté. En ramenant son fils chez lui, Hassan a retrouvé sa boutique incendiée. Il a décidé de quitter le pays.

Des récits comme celui-ci, tous les exilés irakiens en font. Et ceux qui les racontent sont là, à Amman (Jordanie), Damas ou Alep (Syrie) ou encore Beyrouth (Liban). Ils se demandent s'ils ont bien fait de partir, d'avoir abandonné leurs grandes maisons entourées d'un jardin, pour vivre

aujourd'hui dans des appartements exigus sans droits ni revenus.

Leur arrivée en masse a fait grimper les prix de l'immobilier, de la nourriture et du pétrole à usage domestique. Avec le temps, leurs économies ont fondu et presque tous vivent des subsides distribués par le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR) et de l'aide des organisations humanitaires comme l'Église chaldéenne en Syrie ou le Centre des migrants de Caritas Liban, tous deux soutenus par le Secours Catholique.

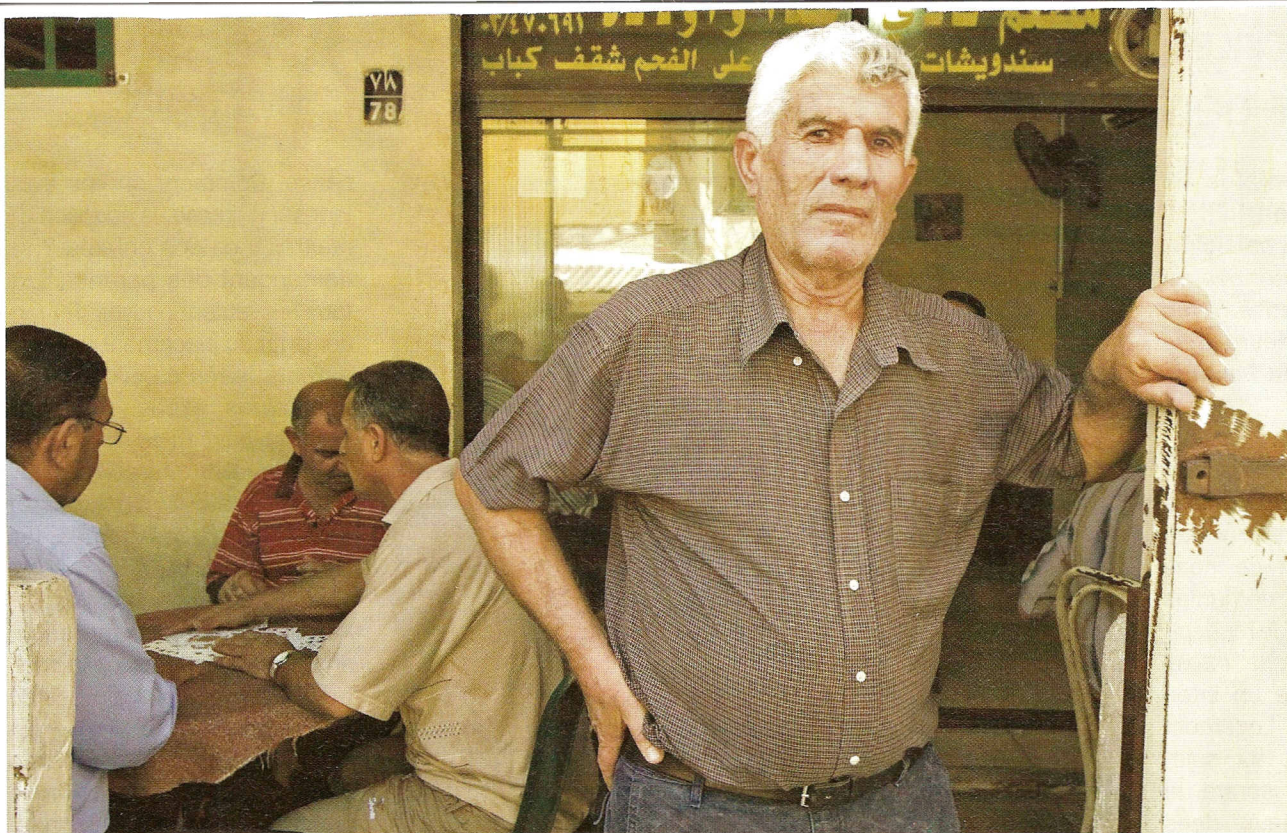
**“Réinstallation”.** Les familles s'enregistrent également auprès du HCR dans l'espoir de bénéficier d'une "réinstallation", c'est-à-dire d'obtenir l'asile dans un autre pays. Cependant la demande est supérieure à l'offre : en février 2009, sur les 320 000 réfugiés enregistrés par le HCR, seulement 70 000 avaient été "réinstallés". Alors ils attendent pendant des mois que le HCR les appelle sur le téléphone portable acheté tout spécialement.

Les critères retenus par les pays d'accueil sont secrets. Certains réfugiés trouvent asile avant d'autres. « Pourquoi ? » se demande cette mère de quatre enfants qui ne supporte plus cette incertitude. « Si au moins nous pouvions travailler ! » Travailler ? Les Irakiens sont des hôtes. Ils parlent la même langue, ils ont des rites religieux communs, des styles de vie proches, mais ils n'ont pas le droit

**Père et fils ont subi les affres de la guerre civile déclenchée par l'invasion de leur pays.**



M. ALEXANDRE / S.C.



Le “Coffee-shop” du quartier Fanar à Beyrouth est l’unique endroit où se retrouvent les Irakiens exilés au Liban.

de travailler. Pourtant certains le font, au risque d’être exploités, exposés à des travaux dangereux ou arrêtés par la police et emprisonnés.

Steeve a 13 ans mais en paraît 8. Il ne veut plus aller à l’école. Il veut partir aux États-Unis pour y faire fortune. Il a américanisé son prénom. Il répète en boucle des bribes d’anglais en vue de sa future installation. Arrivés il y a quelques mois dans le quartier Fanar de Beyrouth, ses parents et ses trois frères et sœur partagent un deux-pièces sombre avec un autre couple pour faire face aux 400 euros de loyer. Ils dorment tête-bêche sur des matelas humides dans l’unique chambre infestée de rats. En toute illégalité, le père de Steeve transporte des charges dans un supermarché pour 80 euros par semaine, sa mère fait la claque dans des “talk-shows” interminables pour 8 euros la soirée. Steeve, lui, sert de larbin dans une boulangerie du quartier.

Fanar, à Beyrouth, est le seul quartier au Liban où les Irakiens se regroupent : 700 familles chrétiennes y vivent en permanence. Toutes assistent à la messe dominicale. Dans la rue Zaaytrieh, près du Centre des migrants de Caritas Liban qui assure

un support matériel et moral à ces familles, un “coffee shop” accueille les hommes. Il y passent leurs journées à jouer aux cartes. Le dimanche, leurs compatriotes des autres quartiers les y rejoignent.

**Méfiance.** Le cas reste exceptionnel, car beaucoup de réfugiés ne se fréquentent pas : la méfiance s’est installée entre eux. Une mère a peur d’être retrouvée par ceux qui menaçaient son mari. La famille d’un officier de l’armée de l’air à la retraite craint pour sa vie. Il était septième d’une liste où figuraient une centaine de personnes recherchées. Il s’est caché pendant un an dans sa maison, faisant dire alentour qu’il avait quitté le pays. Ce qu’il a fini par faire. Seul, un ancien industriel sunnite de Bagdad conserve des amitiés aussi bien chrétiennes que chiites et analyse son pays comme étant livré à « des bandes mafieuses qui profitent du chaos général, de la désorganisation de la police et de la corruption générale pour s’enrichir ».

Les chrétiens ne sont pas de cet avis : ils disent avoir été chassés de leur travail pour laisser la place aux musulmans. Un hôpital de Mossoul

où exerçait une pédiatre aujourd’hui en exil a officiellement demandé à son personnel chrétien de cesser de venir pour ne pas mettre en péril le service. Un bénévole de Caritas Irak qui travaillait dans les pétroles avant la guerre témoigne, dans un appartement libanais au sixième étage d’un immeuble sans ascenseur : « Avec l’arrivée des Américains, les salaires jusqu’alors bas se sont envolés. J’aurais mérité ces augmentations. Mais les chrétiens ont dû céder leur place sous les menaces ; je suis parti avec ma femme, mes enfants, mes parents et ma grand-mère. »

Souhaiteraient-ils revenir au pays si la guerre cessait, si la sécurité était rétablie ? Selon le HCR, certains le font, poussés par une indigence à côté de laquelle les menaces de mort pèsent moins lourd.

Pour Kwala, l’ancienne directrice de Caritas Irak, qui en septembre dernier a fui les intimidations, les menaces de mort et les coups de crosse – comme ceux que son plus jeune fils a reçus – la réponse est sans appel : « Je ne peux pas revenir en Irak. Quelque chose a craqué en moi. Nous avons tellement été humiliés. »

Jacques Duffaut